



## Lettre ouverte à Facebook sur la Journée Mondiale de la Liberté de la Presse 2019: Ne cédez pas à la censure au Vietnam

3 mai 2019

Avec plus de 64 millions d'utilisateurs de Facebook et pas un seul journal indépendant au Vietnam, Facebook est l'endroit où les Vietnamiens vont « pour découvrir ce qui se passe dans le monde, partager et exprimer ce qui compte pour eux ». À l'occasion de la Journée Mondiale de la Liberté de la Presse, nous demandons instamment à Facebook de respecter cette aspiration de son énoncé de mission.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2019, une loi restrictive sur la « cybersécurité » est entrée en vigueur au Vietnam, mais le désir des Vietnamiens de rester en contact et de créer une communauté n'a pas changé. Le gouvernement vietnamien peut souhaiter que les sociétés étrangères installent des serveurs de données locaux, censurent le contenu et transmettent les données des utilisateurs privés - mais il appartient à Facebook de décider en dernier ressort s'il veut respecter les droits de l'homme ou non.

En tant que membre de la Global Network Initiative, Facebook s'est engagé à mettre en œuvre les principes de liberté d'expression et de confidentialité. Par conséquent, nous sommes profondément préoccupés par le fait que Facebook censure des publications à la demande du gouvernement vietnamien.

Depuis le 14 avril, Facebook empêche les utilisateurs vietnamiens d'accéder aux publications de la page [Facebook de Viet Tan](#) concernant l'état de santé du président et secrétaire général du Parti communiste, Nguyen Phu Trong - qui n'a pas été vu en public depuis deux semaines. Avec 1,3 million d'abonnés, la page Facebook de Viet Tan est l'une des principales plates-formes de médias sociaux accessibles aux utilisateurs d'Internet au Vietnam.

En outre, Facebook a censuré, à la demande du gouvernement vietnamien, les articles du célèbre blogueur [Nguoi Buon Gio](#) («Wind Trader», domicilié en Allemagne). Ce n'est peut-être qu'une question de temps avant que Facebook empêche les utilisateurs vietnamiens de consulter des actualités et des commentaires politiques similaires provenant d'autres utilisateurs ou de pages de la plate-forme.

Facebook a cité les « restrictions légales locales » comme étant la raison pour laquelle les utilisateurs basés en Vietnam ne sont pas en mesure de visionner ces publications, se conformant aux demandes du gouvernement vietnamien sur la base de vagues lois locales. Mais si les utilisateurs vietnamiens de Facebook ne peuvent pas lire ou discuter de la santé de leurs dirigeants politiques, l'avenir de la plate-forme Facebook au Vietnam ne semble pas encourageant.

Dans sa récente [discussion vidéo](#) sur l'avenir de la technologie et de la société, Mark Zuckerberg a mis en garde contre la localisation autoritaire de données. Si Facebook s'inquiète vraiment de la faiblesse de l'état de droit dans certains pays, sa société doit veiller à ne pas se rendre complice des violations des droits de l'homme perpétrées par des gouvernements autoritaires tels que le Vietnam.